Source: http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20160108.OBS2496/le-petrole-n-est-pas-cher-et-

<u>ca-va-durer-voici-pourquoi.html</u> Téléchargement 10 01 2016

Le pétrole n'est pas cher et ça va durer. Voici pourquoi



Par Donald Hebert

Voir tous ses articles

Publié le 09-01-2016

Interview de Francis Perrin, directeur de "Pétrole et gaz arabes".



es puits de pétrole en Californie. (DAVID MCNEW / GETTY IMAGES NORTH AMERICA / AFP)

Les bourses s'affolent, certains économistes s'inquiètent : est-ce le retour de la crise financière ? Ralentissement de la croissance en Chine, <u>instabilité au Moyen-Orient</u>, <u>hausse des taux aux Etats-Unis</u>, difficile transition des émergents... Plusieurs raisons expliquent la nervosité des marchés financiers. A commencer par la baisse des cours du pétrole, qui ont enregistré leurs plus bas depuis plus de dix ans. Même si cette baisse est plutôt favorable à la croissance en France, elle déstabilise de

nombreux pays. Notamment les pays producteurs, comme l'explique le spécialiste Francis Perrin.

A quoi est due la chute des cours du pétrole ?

- Il y a d'abord une raison de fond : l'excédent de l'offre mondiale. Depuis l'été 2014, il y a trop de pétrole produit par rapport à ce qui est consommé. C'est notamment dû au développement de la production en Amérique du Nord, les Etats-Unis exploitant les pétroles et gaz de schiste, le Canada les sables bitumineux de la province de l'Alberta. En parallèle, il y a eu un ralentissement de la croissance mondiale, notamment en Chine, ce qui s'est traduit par une baisse des besoins.

Ce n'est donc pas l'Arabie saoudite, premier producteur mondial, qui est responsable de cette chute des cours ?

- Traditionnellement, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), dont l'Arabie saoudite est l'acteur le plus influent, réagit. Elle aurait pu baisser la production, l'adapter à la demande, et ainsi maintenir les prix au même niveau. Elle a changé de stratégie : à l'automne 2014, elle a décidé de ne rien faire. Lors de sa réunion suivante, en juin 2015, rien. Puis, en décembre dernier, toujours rien. Il s'agit là d'un changement significatif.

Pourquoi ce changement?

- L'Opep estime qu'elle est la seule à faire l'effort, alors que les pays producteurs qui ne font pas partie de l'Opep représentent 60% de la production mondial. Elle dit : nous avons les coûts de production les plus bas, nous sommes les plus compétitifs, ce n'est pas à nous de nous retirer du marché. Elle veut ainsi pénaliser les producteurs qui ont des coûts élevés, que l'on retrouve un peu partout, de la Russie aux Etats-Unis, du large du Brésil à la mer du Nord. Pour certains, quand les prix sont bas, l'activité pétrolière n'est pas rentable.

La concurrence est donc l'unique raison de la baisse des prix ?

- Il y en a d'autres. Le fait que l'Opep ne défende plus le prix du pétrole a été pris en compte par les traders. Comme ils se sont tous dit que le pétrole allait baisser, ils ont aussi fait baisser les prix. Par ailleurs, les marchés anticipent une levée des sanctions internationales sur l'Iran, qui exportera à son tour une partie de sa production lorsqu'il n'y aura plus d'embargo. L'Opep va avoir du mal à prendre une autre décision en raison des tensions entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Même si au sein de l'Opep, un Etat égale une voix, en pratique, l'influence est plus importante quand on a de grandes réserves comme l'Arabie saoudite.

L'Arabie saoudite perd aussi des revenus avec un prix très bas, alors qu'elle a des dépenses militaires coûteuses, notamment au Yemen...

- Oui, l'Arabie saoudite souffre budgétairement car elle a moins de recettes. Pour compenser, le gouvernement a procédé à des hausses de taxes sur l'essence [plus de 50%, NDLR], des baisses de subventions sur l'électricité, des baisses de dépenses publiques. Des privatisations, aussi. Le gouvernement envisage d'ailleurs une ouverture au privé d'une partie du capital de Saudia Aramco, la société qui exploite l'ensemble des ressources pétrolières saoudiennes. Les raisons peuvent être diverses, mais la vente d'un petit pourcentage du capital rapporterait beaucoup d'argent, car il s'agit de la plus grande entreprise pétrolière du monde.

Combien de temps le pays peut-il assumer cette politique de prix bas ?

- Seule, elle pourrait tenir plusieurs années. Avec elle, les Emirats-Arabes-Unis, le Koweït ou le Qatar peuvent tenir aussi. Mais d'autres pays pourraient faire faillite avant. L'<u>Irak</u> et la <u>Libye</u>, en conflits avec l'EI et en reconstruction, ont des besoins financiers importants. Pour eux, le prix du pétrole actuel a des conséquences dramatiques. Pour l'Egypte, qui est dans l'Opep, ce n'est pas évident.

Et ses ennemis?

- L'<u>Iran</u>, qui est le grand ennemi de l'<u>Arabie saoudite</u>, et la Russie, qui l'est aussi plus indirectement, sont durement frappés par cette baisse des cours. La <u>Russie</u> est le premier exportateur de gaz, dont les cours sont calculés en fonction de ceux du pétrole. Elle est en récession. Ces deux pays doivent de plus faire avec des sanctions internationales. La baisse du prix a un impact sur leurs commerces extérieurs, leurs recettes budgétaires, mais aussi sur leurs croissances, car l'activité pétrolière est une partie importante de leurs produits intérieurs bruts.

Et les entreprises, comment font-elles pour survivre ?

- On ne peut pas lutter contre une baisse du prix de 70%. Les petites entreprises peuvent faire faillite. Les grandes entreprises réduisent leurs coûts, diffèrent des projets, renégocient des contrats avec leurs fournisseurs. Elles passent le mistigri à leurs partenaires.

Faut-il craindre des plans sociaux ?

- En Europe, on est plutôt préservé, mais aux <u>Etats-Unis</u>, l'industrie pétrolière a enregistré des dizaines de milliers de destructions d'emplois.

Et une entreprise comme **Total**?

- Elle reste bénéficiaire, car elle est intégrée : en amont, ses bénéfices sur l'exploitation chutent, mais en aval, dans le raffinage et la pétrochimie, ils augmentent, car la matière première, le <u>pétrole</u>, est moins cher. Les recettes en aval ne compensent pas les pertes en amont, mais limitent la chute. C'est plus difficile pour les petites entreprises.

Propos recueillis par Donald Hébert